



BARBARA BUI

RAPPORT SEMESTRIEL 2026

BARBARA BUI

SOMMAIRE

Introduction	Commentaires des données chiffrées du semestre3
Partie 1	Comptes consolidés résumés4
Partie 2	Principes comptables8
Partie 3	Notes annexes14
Partie 4	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle (Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2026)22
Partie 5	Déclaration du responsable du Rapport Financier Semestriel23

COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITÉ DU 1^{er} SEMESTRE

2026

CHIFFRE D'AFFAIRES RÉSILIENT

Dans un contexte économique et géopolitique toujours très complexe, le Groupe Barbara Bui affiche un chiffre d'affaires en léger recul de 2% par rapport au 1^{er} semestre 2025. Cette évolution recouvre toutefois des performances contrastées selon les activités du Groupe.

L'activité Retail enregistre une progression de 3% sur la période. Cette performance est notamment portée par la forte dynamique de l'e-commerce, dont le chiffre d'affaires progresse de 15% par rapport au 1^{er} semestre 2025. A l'inverse, le réseau de boutiques parisiennes affiche un léger recul de 1% de son activité sur la période.

L'activité Wholesale est, pour sa part, en retrait de 16% (hors activités soldeurs), pénalisée par la prudence des acheteurs, sur fond d'environnement économique et géopolitique mondial dégradé.

PROGRESSION DU TAUX DE MARGE BRUTE : 75,5%

La poursuite des efforts engagés par le Groupe en matière de maîtrise des coûts de production permet de renforcer la marge brute, qui s'élève à 4,9 M€ sur le 1^{er} semestre 2026.

Le taux de marge brute atteint ainsi 75,5% au 30 juin 2026, en amélioration de 2,9 points sur un an.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE COURANTE STABLE

La résilience de l'activité du Groupe conjuguée à l'amélioration de la marge brute et au contrôle des dépenses, dont la progression est limitée à 2%, permet d'afficher un résultat opérationnel courant stable à -0,2 M€.

Le résultat opérationnel ressort à l'équilibre, notamment sous l'effet des abandons de créances liés à la mise en œuvre du plan de continuation de Barbara Bui SA adopté en janvier 2026.

La contribution positive du résultat financier permet au Groupe d'afficher un bénéfice net part du Groupe de 0,1 M€ au 1^{er} semestre 2026.

SITUATION FINANCIÈRE ET EXÉCUTION DU PLAN DE CONTINUATION

Au 30 juin 2026, le Groupe Barbara Bui dispose d'une trésorerie de 0,6 M€.

Les dettes financières demeurent stables à 2,2 M€ et sont principalement constituées des dettes inscrites au passif de la société Barbara Bui SA dans le cadre du plan de continuation.

Sur le montant de 5,3 M€ de passif retenu dans le cadre du plan de continuation adopté en janvier 2026, 4,5 M€ restent à apurer au 30 juin 2026, dont 3,4 M€ à plus de 5 ans.

1. COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

1.1 Bilan consolidé au 30 juin 2026

Actif		30 juin	30 juin	31 décembre
en milliers d'euros	Notes	2026	2025	2025
Contrats de Location	1	3 007	4 176	3 236
Immobilisations incorporelles	1	146	159	137
Immobilisations corporelles	1	847	1 012	946
Immobilisation en cours	1			
Immobilisations financières	1	880	874	884
Impôts différés	2	37	80	89
Autres actifs non courants				
Actifs non courants		4 918	6 300	5 292
Stocks	3	2 610	1 894	2 321
Clients et comptes rattachés	4	763	680	498
Créances d'impôts courants	9	248	351	404
Autres créances	5	592	761	758
Autres actifs courants	5			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		560	2 045	1 178
Actifs courants		4 773	5 732	5 158
Total de l'actif		9 690	12 032	10 450

Passif		30 juin	30 juin	31 décembre
en milliers d'euros	Notes	2026	2025	2025
Capital		1 079	1 079	1 079
Primes		4 648	4 648	4 648
Réserves consolidées		-4 846	-2 891	-2 891
Ecart de conversion		-999	-841	-802
Résultat		67	-1 298	-1 955
Capitaux propres part du groupe	10	-50	698	80
Intérêts minoritaires				
Capitaux propres		-50	698	80
Provisions pour pensions et retraites	6	132	169	129
Provisions pour risques et charges	6			
Dettes financières	7	2 133	2 135	2 144
Passifs d'impôts différés	2			
Passifs sur Contrats de Location		1 416	3 314	1 704
Passifs non courants		3 682	5 618	3 977
Dettes financières (part à -1 an)	7	49	38	44
Provisions pour risques et charges (part à -1 an)	6	210	40	377
Fournisseurs et comptes rattachés	8	2 031	2 326	2 282
Dettes d'impôts courants	9	761	880	720
Autres dettes	8	1 338	1 507	1 359
Passifs sur Contrats de Location		1 669	925	1 610
Passifs courants		6 058	5 716	6 393
Total du passif		9 690	12 032	10 450

1.2 Compte de résultat consolidé au 30 juin 2026

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Notes	30-juin 2026	30-juin 2025	31-déc 2025
Produits des activités ordinaires	15	6 497	6 624	12 328
Coût des ventes		-1 594	-1 816	-2 648
Marge brute		4 902	4 808	9 680
Frais de commercialisation		-4 506	-4 433	-8 688
Charges administratives		-645	-609	-1 294
Autres produits et charges opérationnels courants	11	56	46	53
Résultat opérationnel courant		-193	-187	-250
Autres produits et charges opérationnels	12	182	-210	-200
Résultat opérationnel		-11	-397	-450
Résultat financier net	13	139	-875	-974
Charges d'impôts	14	-61	-25	-531
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		67	-1 298	-1 955
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat Net - part du groupe		67	-1 298	-1 955
Résultat net par action		0,10	-1,92	-2,90
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650
Résultat dilué par action		0,10	-1,92	-2,90
Nombre d'action retenu pour le calcul		674 650	674 650	674 650

1.3 Etat du Résultat Global

Etat du résultat global (en milliers d'euros)	Notes	30-juin 2026	30-juin 2025	31 décembre 2025
Résultat Net	17	67	-1 298	-1 955
Variations relatives aux :				
Ecarts de conversion		-197	-757	-797
Impôts sur les éléments du résultat global				
Gains et pertes transférables en compte de résultat		197	757	-797
Acquisitions / Cessions d'actions Barbara Bui				
Gains et pertes non transférables en compte de résultat				
Résultat global total		-130	-540	-2 752

1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés au 30 juin 2026

Tableau des flux de trésorerie (en milliers d'euros)	Notes	30-juin 2026	30-juin 2025	31 décembre 2025
Résultat net des sociétés intégrées		67	-1 298	-1 955
Amortissements et provisions hors actif circulant		892	154	607
Variation des impôts différés		39	19	14
Plus et moins-values de cession				
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		999	-1 125	-1 334
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence				
Variation des stocks et en-cours	3	-289	188	-239
Variation des clients et comptes rattachés	4	-265	53	235
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	8	-236	86	42
Variation des autres créances et dettes		326	310	-67
Variation du besoin en fonds de roulement		-463	638	-29
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		535	-487	-1 363
Acquisitions d'immobilisations	1	-47	-56	-106
Cessions d'immobilisations			10	18
Incidence des variations de périmètre				
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-47	-47	-88
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Incidences des acquisitions et cessions de titres Barbara Bui				
Augmentations de capital en numéraire				
Emissions d'emprunts	7	720	10	17
Remboursements d'emprunts	7	-953	-23	-15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-234	-13	2
Incidence de la variation de cours des devises		-873	772	807
Variation de trésorerie		-618	225	-642
Trésorerie d'ouverture		1 178	1 820	1 820
Trésorerie de clôture		560	2 045	1 178
Dont valeurs mobilières de placement				
Dont disponibilités		560	2 045	1 178
Dont découverts bancaires				

1.5 Variation des capitaux propres 30 juin 2026

Variation des Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2024	1 079	4 648	-3 138	-1 598	247	1 238		1 238
Affectation Résultat 2024			247		-247			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui								
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				797		797		797
Dividendes distribués								
Résultat consolidé 2025					-1 955	-1 955		-1 955
Capitaux propres au 31 décembre 2025	1 079	4 648	-2 891	-802	-1 955	80		80
Affectation Résultat 2025			-1 955		1 955			
Acquisitions / cessions d'actions Barbara Bui								
Pertes et gains enregistrés en capitaux propres				-197		-197		-197
Dividendes distribués								
Résultat consolidé 2026					67	67		67
Capitaux propres au 30 juin 2026	1 079	4 648	-4 846	-999	67	-50		-50

2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Cadre général

Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 30 septembre 2026. Ils sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2026. Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les périodes présentées.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, et incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Ainsi, les comptes du premier semestre 2026 ont été établis sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture, notamment dans la valorisation des actifs tels que les stocks, les créances clients et des passifs et les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations qui ont été établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, mais qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les normes, amendements et interprétations sont d'application obligatoire à compter des exercices ouverts comme indiqués ci-dessous :

- Améliorations annuelles (cycle 2014-2016) uniquement au titre de de l'amendement IFRS 12 – Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités ;
L'amendement IFRS 12 porte sur la clarification des obligations d'information à fournir. Il ne produit pas d'effet sur les comptes consolidés du Groupe.
- Amendement IAS7 – Etat des flux de trésorerie ;
L'amendement à IAS7 vise à améliorer les informations communiquées au sujet des activités de financement du Groupe. Le Groupe ayant des passifs peu complexes inclus dans ses activités de financement et pas d'actifs financiers, cet amendement n'a pas modifié la présentation de la note 7 de l'annexe.

- Application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » au 1^{er} janvier 2018.

Les principaux impacts pour chacun des volets sont les suivants :

Phase 1 « Classement et Évaluation » des actifs financiers : compte tenu de la structure des actifs financier, il n'y a pas d'impact sur les états financiers du Groupe ;

Phase 2 « Provisions » : la norme IFRS 9 requiert l'application du modèle de dépréciation s'appuyant sur les pertes dites « attendues ». Pour les créances commerciales, le risque attaché au recouvrement des créances commerciales de l'activité Retail, est quasi nul.

Pour les activités Wholesale, le Groupe a constaté que, sur ses créances non provisionnées au 31/12/2025, 6,69% des comptes clients n'étaient pas soldés au 30/06/2026.

Phase 3 « Comptabilité de couverture » : le Groupe Barbara Bui ayant une activité opérationnelle d'achat et de vente en dollars, il existe une couverture naturelle du risque de taux. Par conséquent, il n'y a pas d'impact sur les états financiers du Groupe.

- Application de la norme IFRS 15 « produits des activités ordinaires provenant des contrats avec des clients » au 1^{er} janvier 2018.

Les produits des activités ordinaires sont constitués principalement des ventes de marchandises (ainsi que des services attachés à ces ventes).

Les ventes de marchandises, qu'elles soient au travers d'un réseau de distribution de boutiques (activité Retail) ou bien de distributeurs tiers (activité Wholesale), sont reconnues lorsque le Groupe a honoré son engagement de prestation ou de cession envers son client, généralement au moment de la livraison. L'activité web est gérée en interne à tous les niveaux (site web, gestion des stocks, préparation des commandes, encaissements), depuis juillet 2017.

Les ventes de marchandises sont valorisées, à la juste valeur de la contrepartie reçue, hors taxes et nettes des éventuels rabais et remises.

Les conditions de retours sont spécifiques à la vente en ligne, et sont possibles contractuellement sur une période de 14 jours à compter de la date de livraison de la commande.

Les retours estimés sont pris en compte dans la comptabilisation du chiffre d'affaires au 30 juin 2026.

- Amendement IFRIC 22 « Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée – Etat des flux de trésorerie »

L'amendement à IFRIC 22 vise à préciser le cours de change à utiliser en cas de règlement anticipé. Le Groupe ayant une couverture naturelle de change, cet amendement ne produit pas d'effets significatifs sur les comptes consolidés du Groupe.

- Amendement IFRS 2 « Avantages au personnel et paiements à base d'actions », applicable au 1^{er} janvier 2018, ne produit pas d'effet sur les comptes consolidés du Groupe.

- IFRS 16 « Contrats de location » : L'application de la norme IFRS 16 consiste, pour tout contrat de location concerné, à reconnaître dans l'Etat de la situation financière consolidée à la date de début de location

- Un passif sur contrats de location, correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyer fixe futurs relatifs à la durée estimée du contrat de location. Ce passif est présenté séparément pour sa part courante et sa part non-courante.
- Un Droit d'utilisation sur contrats de location, correspondant à la valeur du Passif sur contrats de location.

En résumé, l'impact dans le compte de résultat de l'application de la norme IFRS 16 se reflète de la manière suivante : dans les Autres produits et charges opérationnels courants, dans le résultat opérationnel courant ; La part variable des loyers et des charges locatives ; La charge d'amortissement linéaire correspondant aux Droits d'utilisation sur contrat de location.

Les hypothèses retenues dans l'application de la norme au 30 juin 2026 sont les suivantes :

- Les durées de location ont été estimées à partir des périodes non résiliables augmentées des périodes optionnelles de renouvellement le cas échéant, selon les estimations du management. En l'occurrence la durée la plus fréquemment retenue est de 3 ans.
- Le taux appliqué a été estimé sur la base des taux d'emprunt moyen appliqués par les établissements bancaires au Groupe, dans le cadre d'acquisition ou de travaux immobilier, sur des durées et des montants similaires. Le taux d'actualisation utilisé afin de déterminer le capital initial est de 2,80%.

2.2 Faits caractéristiques

Par jugement en date du 9 janvier 2026, le Tribunal de Commerce de Paris a validé le plan de continuation proposé par la société mère, Barbara Bui SA, dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire initiée le 4 juillet 2024.

Le montant total du passif déclaré s'élevait à 10,3 M€ dont 5,3 M€ ont été retenus dans le cadre du plan de continuation présenté. Sur ce montant, la société a obtenu :

- Des abandons de créances pour un montant de 0,6 M€ ;
- Le remboursement in fine des comptes courants d'associés d'un montant de 1,1 M€ ;
- Un étalement des créances sur une durée de 9 ans pour un montant total de 3,2 M€ ;
- Le reliquat correspondant aux créances superprivilégiées se traitant hors plan de continuation.

Les montants restants à apurer et la quote-part à plus de 5 ans sont détaillés dans les différentes notes correspondantes.

2.3 Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

2.4 Principes comptables et méthodes de consolidation

Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés du Groupe Barbara Bui, telles indiquées dans le tableau ci-après.

Société	Ville	Pays	% de contrôle (*)	Méthode de conso. (**)
Société mère				
Barbara Bui SA	Paris	France		IG
Filiales				
BBK Holding	New York	Etats-Unis	100 D	IG
BBK Distribution	New York	Etats-Unis	100 I	IG
Kabuki Inc.	New York	Etats-Unis	100 I	IG
BBRD Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG
BBSCP Inc.	Los Angeles	Etats-Unis	100 I	IG
Epure Distribution	Paris	France	100D	IG

(*) D = direct - I = indirect (**) Intégration globale

Méthodes de consolidation

La consolidation réalisée selon la méthode de l'intégration globale a été effectuée sur la base des situations intermédiaires arrêtées par chaque société au 30 juin 2026. Toutes les opérations inter-sociétés ont été éliminées.

2.5 Principes comptables du bilan

Actif immobilisé

Autres immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les logiciels et les droits aux baux.

- Les logiciels acquis sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée comprise entre 3 et 5 ans.
- Sans marché actif, et à durée indéterminée, les droits aux baux restent par conséquent des immobilisations incorporelles non amortissables.

Immobilisations corporelles (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans le patrimoine à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, des pertes de valeur. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations corporelles. En effet, la plupart des actifs correspondant principalement aux agencements de magasins sont destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

Les amortissements sont calculés suivant les modes linéaires en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|------------------------------|-------------|
| - Matériel et outillage | 5 ans ; |
| - Agencements gros œuvres | 10 ans ; |
| - Aménagements | 3 à 7 ans ; |
| - Matériel de transport | 4 ans ; |
| - Mat. et mobilier de bureau | 4 ans ; |
| - Matériel informatique | 3 ans. |

Lorsque les actifs sont vendus ou cédés, l'écart entre le produit net et la valeur nette comptable des actifs est enregistré respectivement comme un produit ou une charge dans les autres produits et charges opérationnels.

Contrat de location – financement et locations simples (IFRS 16)

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location – financement ayant pour effet de transférer au Groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisés à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). A la signature du contrat de location – financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le Groupe est propriétaire. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est

inscrite au passif. Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Dépréciation des actifs (IAS 36)

Comme pour les immobilisations incorporelles (droits aux baux) le Groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Ce test de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée indéterminée afin de s'assurer que la valeur nette comptable est au moins égale à la valeur recouvrable.

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une juste valeur inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa juste valeur.

Lorsque la juste valeur d'une immobilisation corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Stocks et en cours (IAS 2)

Les stocks sont évalués au plus faible soit du coût, soit de la valeur nette de réalisation.

Le coût des achats des matières premières, fournitures et produits finis achetés comprend le prix d'achat et les autres coûts directement attribuables à l'acquisition.

Le coût des produits finis manufacturés comprend les charges de main d'œuvre directe, les fournitures ainsi que les autres coûts directement liés notamment les frais d'approche.

Les frais financiers ne sont pas intégrés dans le coût.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks sont dépréciés à leur valeur nette de réalisation dès lors qu'il existe un indice que cette valeur est inférieure aux coûts.

La dépréciation est reprise dès que les circonstances ayant conduit à déprécier la valeur des stocks, cessent d'exister.

Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les provisions pour dépréciation sont constituées pour couvrir les risques de non-recouvrement total ou partiel de la créance.

Les créances clients cédées à la société d'affacturage sont présentées dans les créances clients, si elles ne sont pas considérées comme déconsolidantes.

Disponibilités (IAS 7 et 39)

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont principalement constitués de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement répondant aux critères suivants (AFG-AFTE 8 mars 2006) :

- placements à court terme ;
- très liquides ;
- facilement convertibles en un montant connu de trésorerie ;
- soumis à un niveau négligeable de changement de valeur.

Les valeurs mobilières ne répondant pas à ces critères sont reclassées en autres actifs non courants.

Les valeurs mobilières de placement sont réévaluées à leur juste valeur par le compte de résultat financier.

Avantages au personnel (IAS 19)

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du Groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

En France, à leur départ en retraite, les salariés du Groupe reçoivent une indemnité dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et des autres modalités de la convention collective dont ils relèvent. Les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière. Ces engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan.

Actifs et passifs financiers (IAS 32)

L'évaluation et la comptabilisation des actifs financiers sont définies dans les normes IAS 32. La variation de juste valeur des actifs financiers courants est comptabilisée en résultat.

Instruments financiers « classifications, évaluations et amendements » (IFRS 9)

La norme IFRS 9 consiste à aligner le traitement comptable sur les activités de gestion des risques. L'objectif de cette comptabilité de couverture est de représenter, dans les états financiers, l'effet des activités de gestion de risques de l'établissement bancaire qui utilisent des instruments financiers pour gérer des risques et qui pourraient affecter le résultat net.

Actions Barbara Bui auto détenues

Les actions Barbara Bui détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention. Les résultats de cessions sont inscrits directement en capitaux propres pour leur montant net d'impôts.

Provisions pour risques et charges (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

2.6 Principes comptables du compte de résultat

Comptabilisation du produit des activités ordinaires provenant des contrats avec des clients (IFRS 15)

Les produits des activités ordinaires sont constitués principalement des ventes de marchandises (ainsi que des services attachés à ces ventes).

Les ventes de marchandises, qu'elles soient au travers d'un réseau de distribution de boutiques (activité Retail) ou de distributeurs tiers (activité Wholesale), sont reconnues lorsque le Groupe a honoré son engagement de prestation ou de cession envers son client, généralement au moment de la livraison.

Les ventes de marchandises sont valorisées, à la juste valeur de la contrepartie reçue, hors taxes et nettes des éventuels rabais et remises.

Les conditions de retours sont spécifiques à la vente en ligne, et sont possibles contractuellement sur une période de 14 jours à compter de la date de livraison de la commande.

Les retours estimés sont pris en compte dans la comptabilisation du chiffre d'affaires.

Coût des ventes

La rubrique coût des ventes intègre l'ensemble des charges relatives à l'élaboration du Prix de Revient des produits vendus (achats matières, achats d'emballage,

sous-traitance de production, achats d'emballage, frais d'approche) ainsi que les variations des provisions pour dépréciation des stocks.

Frais de commercialisation

Les frais de commercialisation sont constitués de l'ensemble des charges externes, salaires et charges sociales, dotations aux amortissements et provisions d'exploitation, relatifs à tous les départements qui participent à la distribution, la création, la promotion et la commercialisation des produits.

Charges administratives

Les charges administratives sont constituées des mêmes typologies de charges pour les départements fonctions de support aux services opérationnels à savoir la direction générale, la finance, le juridique, l'informatique etc...

Frais de publicité et de promotion (amendement IAS 38)

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espace média, les frais de salon et de présentation des collections, la fabrication des catalogues et de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des produits du Groupe.

Ces frais sont enregistrés en charge lors de leur réception ou de leur production s'il s'agit de biens, ou lors de leur réalisation s'il s'agit de services.

Autres produits et charges

Les autres produits et charges :

- qui relèvent des activités ordinaires de l'entreprise sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels courants,
- qui ne relèvent pas de l'activité courante sont inclus dans les autres produits et charges opérationnels.

Résultat financier (IAS 16 et 23)

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier brut, les produits de trésorerie et les autres charges et produits financiers.

Toutes les charges d'intérêt sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. En application des normes IAS 16 et IAS 23, les intérêts des emprunts affectés à l'acquisition des actifs corporels sont comptabilisés en charges financières et ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Impôts sur les résultats (IAS 12)

Les différences temporaires entre résultats fiscaux et sociaux donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés. Le taux retenu pour leur évaluation correspond au taux applicable au mode de réalisation le plus probable de la différence temporaire. Les actifs et les passifs d'impôts différés quelle que soit leur échéance sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale. La part des impôts différés actifs, dont la récupération ne semble pas pouvoir intervenir à moyen terme n'est pas comptabilisée à l'actif du bilan. En revanche leurs montants sont indiqués pour information en annexe.

Résultat par action (IAS 33)

Le résultat par action est calculé sur la base du résultat net part du Groupe divisé par le nombre total d'actions. Le résultat dilué par action est identique au résultat par action. Aucun instrument dilutif n'existe dans le Groupe.

2.7 Autres principes comptables

Conversion des éléments en devises (IAS 21)

Conversion des comptes des sociétés intégrées

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro, les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euro :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en écarts de conversion.

Autres éléments en devises

Les produits et charges en devises sont convertis au cours moyen mensuel. En fin d'exercice, les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont incluses dans le compte de résultat.

Secteurs opérationnels (IFRS 8)

Le Groupe Barbara Bui compte 2 secteurs opérationnels, l'activité Boutiques d'une part et l'activité Diffusion d'autre part, qui se distinguent par des coefficients de marge, des montants d'investissement, des charges opérationnelles et des risques clients structurellement différents. Ils correspondent aux 2 axes selon lesquels sont organisés le reporting interne et la gestion du Groupe.

L'activité Boutiques (Retail) bénéficie de taux de marge brute importants liés à un chiffre d'affaires détail, mais

nécessite des investissements corporels et incorporels élevés ainsi que de lourdes charges opérationnelles (loyers et frais de personnels). L'activité web se rapprochant de l'activité Boutiques de par son taux de marge équivalent et la clientèle à laquelle elle s'adresse notamment, elle est incluse dans l'activité Boutiques (Retail) dans l'information sectorielle.

L'activité Diffusion (Wholesale) génère des marges brutes plus faibles mais nécessite des investissements et des charges opérationnelles plus limités.

Les performances de chacun de ces secteurs sont régulièrement analysées par le P.D.G., principal décideur opérationnel, qui peut alors allouer les ressources nécessaires.

Ces secteurs opérationnels restent issus d'un même métier et sont concentrés au sein d'une même entité juridique, ce qui entraîne nécessairement la mise en

commun d'éléments d'actif, de passif et de charges. Aussi par référence à la norme, conduisant à éliminer toute clé de répartition arbitraire dans le but de communiquer une information pertinente, les éléments communs qui ne peuvent être affectés figurent :

- en charges non affectées,
- en actifs ou passifs non affectés.

Note 1. Immobilisations

Immobilisations	Ecart d'acquisition	Contrats de Location	Immobilisations incorporelles			Immobilisations Corporelles	Immobilisations financières	Immobilisations en cours
			Droits aux baux	Logiciels	Total			
Au 31/12/2025								
Valeur brute	50	14 361	27	827	853	4 822	884	
Amortissements et dépréciations	-50	-11 125		-716	-716	-3 876		
Valeur nette		3 236	27	111	137	946	884	
Variation								
Acquisition		710		47	47			
Cessions et reprises						-99	-4	
- Cession Valeur Brute						-153	-4	
- Reprises - amortissements						54		
Amortissement		-939		-38	-38			
Valeur nette au 30/06/2026		3 007	27	119	146	847	880	
Au 30/06/2026								
Valeur brute	50	15 071	27	874	900	4 669	880	
Amortissements et dépréciations	-50	-12 063		-754	-754	-3 822		
Valeur nette		3 007	27	119	146	847	880	

En application de la norme IFRS 16 à partir du 1^{er} janvier 2019, les contrats de location, étant à l'origine d'un droit d'utilisation sur l'actif loué, sont comptabilisés en Actif. Les durées de location ont été estimées à partir des périodes non résiliables augmentées des périodes optionnelles de renouvellement le cas échéant, selon les estimations du management. En l'occurrence, la durée la plus fréquemment retenue est de 3 ans s'agissant des baux 3/6/9.

Le taux d'actualisation utilisé afin de déterminer le capital initial est de 2,80%.

L'impact de ce retraitement, correspondant à la valeur des loyers futurs, est de 15 071 K€ en Valeur Brute, au 30 juin 2026, de 12 063 K€ en Amortissements cumulés, et de 3 007 K€ en Valeur Nette. Les acquisitions pour une valeur de 710 K€ correspondent à la revalorisation de

certains baux étant arrivés au terme de leur période triennale.

Les droits aux baux inscrits au bilan pour 27 K€ correspondent aux locaux ayant fait l'objet par le passé d'un rachat de pas de porte, à savoir à fin 2016, le bail du centre administratif (32 rue des Francs Bourgeois). Les autres baux, dont le Groupe est également propriétaire, ont été négociés sans rachat de pas de porte, à savoir 3 boutiques à Paris, qui se situent Avenue Montaigne, rue des Saint Pères et Place Michel Debré (anciennement Carrefour Croix-Rouge) et le site logistique situé à Vitry-sur-Seine.

Les immobilisations financières sont principalement constituées par les dépôts de garantie.

Note 2. Impôts différés

(en milliers d'euros)	au 31/12/2025	Variations de l'exercice	au 30/06/2026
Barbara Bui SA	76	-43	33
Kabubi Inc.			
BBK Holding	1	-1	
BBK Distribution	-5	-8	-13
BBSCP	17		17
BBRD			
Epure Distribution			
Total général	89	-52	37
Impôts différés actifs	89	-52	37
Impôts différés passifs			

Note 3. Stocks

Stocks	Matières 1ères et fournitures	Produits finis	Total
Au 31/12/2025			
Valeur brute	679	2 655	3 334
Dépréciations	-399	-614	-1 013
Valeur nette	280	2 041	2 321
Variation			
Variation des stocks	76	290	366
Variation des dépréciations	-5	-72	-77
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2026	351	2 259	2 610
Au 30/06/2026			
Valeur brute	755	2 945	3 700
Dépréciations	-404	-686	-1 090
Valeur nette	351	2 259	2 610

Au 31 décembre 2025, la société Barbara Bui a opéré un changement d'estimation concernant les provisions sur stock. Les modalités de dépréciation des stocks au 30 juin 2025 et 2026 sont les suivantes :

Produits finis	30/06/2025	30/06/2026
Collections N+1	0%	0%
Collection Hiver N	0%	0%
Collection Été N	10%	0%
Collection Hiver N-1	25%	0%
Collection Été N-1	50%	25%
Collection Hiver N-2	75%	25%
Collection Été N-2 et antérieures	95%	80%

Matières premières	30/06/2025	30/06/2026
Collections N+1	0%	0%
Collection Hiver N	0%	0%
Collection Été N	10%	95%
Collection Hiver N-1	25%	95%
Collection Été N-1	50%	95%
Collection Hiver N-2	75%	95%
Collection Été N-2 et antérieures	95%	95%

Note 4. Clients et comptes rattachés

Clients et comptes rattachés	
Au 31/12/2025	
Valeur brute	758
Dépréciations	-259
Valeur nette	498
Variation	
Variation des comptes clients	163
Variation des dépréciations	102
Valeur nette au 1 ^{er} semestre 2026	763
Au 30/06/2026	
Valeur brute	920
Dépréciations	-157
Valeur nette	763

Compte tenu des délais de règlement, la valeur comptable reflète de façon fiable la juste valeur des créances comptabilisées à l'actif.

Le Groupe travaille avec une société d'affacturage pour certains de ses clients européens. Les créances cédées s'élèvent à 52 K€ au 30 juin 2026.

Tous les clients qui n'avaient pas soldé leurs créances correspondant à la saison A/H 2025 ont été provisionnés au 30/06/2026. Par ailleurs, une analyse au cas par cas des créances clients est réalisée pour évaluer le risque de non-recouvrement.

Ancienneté (en K€)	Valeur Brute	Dépréciation	Valeur Nette
Créances à -1 an	693	15	678
Créances de 1 à 5 ans	227	142	85
Créances à +5 ans			
Total	920	157	763

Note 5. Autres créances et actifs courants

Autres créances	Fournisseurs débiteurs	Avances au personnel	Produits à recevoir	Charges constatées d'avance	Débiteurs divers	Total autres créances	Autres actifs courants
Au 31/12/2025							
Valeur brute	108		6	640	4	758	
Dépréciations							
Valeur nette	108		6	640	4	758	
Variation							
Variations	-63		18	-120	-1	-166	
Dépréciations							
Valeur nette au 30/06/26	45		24	520	3	592	
Au 30/06/2026							
Valeur brute	45		24	520	3	592	
Dépréciations							
Valeur nette	45		24	520	3	592	

Note 6. Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges en milliers d'euros	31/12/2025	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice Utilisation	Reprise de l'exercice Non utilisée	30/06/2026	Part à - 1 an	Part à + 1 an
Engagement retraite	129	3			132		132
Litiges Prud'homme	67		57		10	10	
Autres litiges	310		110		200	200	
Provisions pour risques et charges	506	3	167		342	210	132
Autres produits et charges opérationnels courants	506	3	167		342	210	132
Autres produits et charges							

Provisions pour engagement de retraite

Les droits sont déterminés à la clôture de l'exercice sur la base des conventions collectives en vigueur dans l'entreprise, en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite ou à l'âge minimum requis pour en bénéficier.

Les principales variables de ce calcul sont les suivantes :

- Age de départ en retraite : 65 ans,
- Table de mortalité hommes TD80/90 et femmes TV80/90,
- Taux de turnover : - 35 ans = 50%, de 35 à 55 ans = 25%, + 55 ans = 5%,
- Taux d'actualisation : 4,02%,
- Revalorisation annuelle des salaires : 2%

Engagement de retraite pour les dirigeants

Néant.

Litiges

Le contrôle fiscal, mené en 2021, portant sur les exercices 2018 à 2020, n'est pas achevé. Le débat avec l'administration fiscale porte sur le Crédit Impôt Collection d'un montant de 200 K€. Le Groupe a provisionné le montant dans sur l'exercice 2025.

Un litige est en cours entre Barbara Bui et son bailleur de la boutique situé au 50 avenue Montaigne concernant le renouvellement du bail. Le principe de renouvellement est accepté par les deux parties. Néanmoins, plusieurs procédures sont aujourd'hui en cours concernant la fixation du loyer par le tribunal judiciaire de Paris, l'éventuelle fixation d'une créance complémentaire dans le cadre du redressement judiciaire de la société Barbara Bui, et enfin, l'application de la loi Pinel qui lisserait l'augmentation de loyer à 10% par an.

Deux litiges prud'homaux ont été solutionnés au cours du premier semestre 2026. Il reste aujourd'hui un seul litige prud'homal en cours au sein du Groupe.

Impôts

Néant.

Note 7. Dettes financières

Emprunts et dettes Financières en milliers d'euros	31/12/2025	Nouveaux emprunts	Remboursements	30/06/2026	A -1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts à taux variable							
Emprunts à taux fixe	1 083		15	1 068	11	267	790
Dépôts							
Comptes courants d'associés	1 105	9		1 114	38		1076
Intérêts à payer							
Total emprunts	2 188	9	15	2 182	49	267	1 866
Dividendes à payer							
Concours bancaires courants							
Total dettes financières	2 188	9	15	2 182	49	267	1 866
Passifs sur les contrats de Location	3 314	710	939	3 085	1 669	1 416	

La société mère Barbara Bui SA a obtenu en avril 2020 un Prêt Garanti par l'État de 2,25 M€. Par ailleurs, elle a acquis la société Epure Distribution au cours du 1^{er} semestre 2021, intégrant ainsi le montant de son Prêt Garanti par l'État dans les emprunts de la période pour un montant de 0,18 M€. Le remboursement de ce dernier est intervenu sur le 1^{er} semestre 2026.

A la suite à l'adoption du plan de continuation de la société mère Barbara Bui SA en janvier 2026, le détail des délais de remboursements des emprunts retranscrit les éléments du plan. Elles représentent 2 144 K€ au 30 juin 2026 dont 1 866 K€ à plus de 5 ans.

Note 8. Fournisseurs et autres dettes

Fournisseurs et autres dettes	Dettes sur clients (avances et acomptes)	Salaires et dettes sociales	Débiteurs divers	Produits constatés d'avance	Total autres dettes	Fournisseurs
Au 31/12/2025	101	1 213	45		1 359	2 282
Variations	19	-40			-21	-251
Au 30/06/2026	120	1 173	45		1 338	2 031

Les avances clients correspondent à des acomptes versés sur les commandes de la saison Hiver 2026.

Les dettes sociales sont en partie constituées des dettes relatives au plan de continuation de la société mère, Barbara Bui SA, adopté en janvier 2026. Ces dettes représentent 652 K€ au 30 juin 2026 dont 302 K€ à plus de 5 ans.

Les débiteurs divers sont en partie constituées des dettes relatives au plan de continuation de la société mère, Barbara Bui SA, adopté en janvier 2026. Ces dettes représentent 60 K€ au 30 juin 2026 dont 44 K€ à plus de 5 ans.

Les fournisseurs sont en partie constituées des dettes relatives au plan de continuation de la société mère, Barbara Bui SA, adopté en janvier 2026. Ces dettes représentent 1 030 K€ au 30 juin 2026 dont 762 K€ à plus de 5 ans.

Note 9. Créances et dettes d'impôts courants

Impôts courants	Actif			Passif		
	Créances d'impôt société et CICE	Créances Fiscales hors IS	Total	Dettes d'impôts sociétés	Dettes fiscales hors IS	Total
Au 31/12/2025	103	301	404		720	720
Variations	-82	-74	-156		41	41
Au 30/06/2026	21	227	248		761	761

Les dettes fiscales sont principalement constituées des dettes relatives au plan de continuation de la société mère, Barbara Bui SA, adopté en janvier 2026. Ces dettes représentent un montant de 635 K€ au 30 juin 2026 dont 470 K€ à plus de 5 ans.

Note 10. Capitaux propres

Au 30 juin 2026, le capital est constitué de 674 650 actions (stable depuis le 31 décembre 2017), entièrement libérées, au nominal de 1,60 €.

441 215 actions bénéficiaient au 30 juin 2026 d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de quatre ans.

Au 30 juin 2026, la valeur brute des actions Barbara Bui détenues en propre s'élevait à 109 K€, la valeur nette s'élevant à 56 K€. Le retraitement des plus ou moins-values sur les cessions effectuées sur l'exercice ont un impact non significatif sur les capitaux propres.

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de l'impôt de distribution éventuellement dû et de la valeur des actions auto détenues. La société ne versera pas de dividende en 2026 au titre de l'exercice 2025.

Note 11. Autres produits et charges opérationnels courants

Autres produits et charges opérationnels courants (en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025	31 décembre 2025
Royalties et autres redevances	1		
CICE et Crédit d'impôt recherche			
Pertes et gains sur cessions d'actif			
Pertes et gains sur créances (*)	-25	9	15
Litiges, procès et autres produits et charges	57		
Remboursements sinistres et transfert de charges	12	7	8
Divers	11	30	30
Autres produits et charges opérationnels courants	56	46	53

(*) Correspondant essentiellement aux dotations / reprises sur provision pour dépréciation des créances clients et aux pertes sur créances irrécouvrables.

Note 12. Autres produits et charges opérationnels

Autres produits et charges opérationnels (en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025	31 décembre 2025
Autres produits et charges opérationnels	182		-200
Dotations et reprises en marge des activités courantes		-2	
Litiges et procès en marge des activités courantes		-208	
Pertes et Gains sur cessions d'actif hors exploitation			
Autres produits et charges opérationnels	182	-210	-200

Les autres produits et charges opérationnels comprennent, d'une part, un produit de 287 K€ résultant de l'abandon de dettes fournisseurs dans le cadre de la procédure de redressement judiciaire et, d'autre part, des charges liées à cette procédure pour un montant de 105 K€.

Note 13. Résultat financier net

Résultat financier net en milliers d'euros	30 juin 2026	30 juin 2025	31 décembre 2025
Produits de placement			
Intérêts d'emprunts IFRS16	-55	-68	-135
Coût de la dette financière nette	-55	-68	-135
Escomptes accordés			
Autres	4	-20	
Autres produits et charges financiers	4	-20	
Différences de change	146	-784	-905
Provisions pour perte de change	44	-3	65
	139	-875	-974
Résultat financier net	139	-875	-974

Note 14. Charges d'impôts

(en milliers d'euros)	30 juin 2026	30 juin 2025	31 décembre 2025
Impôts exigibles			
Impôts différés	-52	-19	-14
Autres Impôts (CVAE...)	-9	-6	-517
Total	-61	-25	-531

Note 15. Secteurs opérationnels

En ce qui concerne les actifs et passifs non affectés par secteur d'activité, il convient de se reporter aux remarques formulées dans les principes comptables au paragraphe secteurs opérationnels (IFRS 8).

Résultats sectoriels par activité

	30-juin-26			30-juin-25			31-déc-25		
	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total	Boutiques	Diffusion	Total
Produits sectoriels	4 483	2 014	6 497	4 347	2 277	6 624	8 246	4 083	12 328
Résultat sectoriel	19	404	426	34	356	390	-146	1 065	919
Charges non affectées			-619			-577			-1 169
Résultat opérationnel courant			-193			-187			-250
Autres produits et charges opérationnels			182			-210			-200
Résultat opérationnel			-11			-397			-450
Résultat financier net			139			-875			-974
Charges d'impôts			-61			-25			-531
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession			67			-1 298			-1 995
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession									
Résultat Net			67			-1 298			-1 995

Note 16. Produits des activités ordinaires par zones géographique

Chiffre d'affaires	30/06/2026	%	30/06/2025
France	5 629	87%	5 530
Europe hors France	542	8%	698
USA / Canada	236	4%	197
Pays de l'Est	17	0%	107
Asie / Pacifique			
Afrique / Moyen-Orient	73	1%	92
Autres			
TOTAL	6 497	100%	6 624

Note 18. Engagements donnés et reçus

Engagements financiers (en milliers d'euros)	Au 30/06/2026	- 1 an	1 à 5 ans
Engagements reçus			
Effets escomptés sur l'exercice			
Cautions pour loyers			
Intérêts sur emprunts à payer			
Total			

Dettes garanties par des sûretés réelles (en milliers d'euros)	Dettes garanties	Montant des sûretés	VNC des biens
Dettes sociales			NA

Note 17. Etat du résultat global

A l'exception des résultats sur cessions de titres Barbara Bui qui ne font pas partie des éléments à présenter dans l'état du résultat global, aucun autre retraitement, à l'exception de l'impact de la variation des écarts de conversion, n'est affecté directement en capitaux propres.

Note 19. Risques financiers

Risques de change

L'évolution du dollar par rapport à l'euro est un élément qui affecte la compétitivité du Groupe sur le marché local américain et notamment en cas de baisse du dollar, le pouvoir d'achat de la clientèle américaine voyageant à l'international.

Néanmoins, l'exposition du Groupe face aux variations de la devise américaine est relative du fait de la fermeture des boutiques en propre sur le sol américain, et donc, de l'inactivité des filiales américaines, en dehors de BBK Distribution. Les impacts de taux sont donc liés aux pertes passées, déjà financées par le Groupe. Une augmentation de 10% de l'USD entraînerait une revalorisation des capitaux propres du groupe de 834 K€, à l'inverse une baisse 10% entraînerait cette fois une diminution des capitaux propres du groupe de 834 K€.

Aucune disposition particulière n'a été prise pour couvrir ce risque car les flux réels de transaction annuels sont faibles suite à la fermeture des boutiques en propre, et les politiques de couvertures engendreraient des coûts supérieurs aux économies attendues.

En milliers	USD
Passifs	-46
Actifs	360
Position nette avant gestion	313
Hors bilan	Néant
Position nette après gestion	313

Risques de taux

Les PGE contractés par le Groupe en 2020 sont à taux fixes. De ce fait, le Groupe ne se trouve pas exposé en cas de variation des taux.

Aucune disposition particulière n'est donc prise pour couvrir le risque de taux.

En milliers d'euros	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Passifs financiers	11	267	790
Actifs financiers	Néant	Néant	Néant
Position nette avant gestion			
Hors bilan	Néant	Néant	Néant
Position nette après gestion	11	267	790

Risque actions

L'Assemblée Générale du 30 juin 2026 n'a pas décidé de renouveler la mise en œuvre du programme de rachat d'actions pour une période de 18 mois. Cette autorisation expirera le 27 décembre 2026.

Au 30 juin 2026, le Groupe détenait 14 771 actions valorisées à 7,40 € soit 109 K€, comptabilisées pour une valeur nette d'un montant de 56 K€ en déduction des capitaux propres consolidés.

Risque de liquidité

Le Groupe au 30 juin 2026 dispose d'une trésorerie nette des concours bancaires de 560 K€.

Pour financer son activité courante, le Groupe dispose de son cash-flow opérationnel.

Le Groupe Barbara Bui entend maintenir une stricte maîtrise de ses dépenses tout en s'appuyant sur ses canaux en propre, notamment l'e-commerce. Le Groupe entend poursuivre l'amélioration de sa performance opérationnelle et ambitionne de renouer un résultat opérationnel courant positif sur l'exercice 2026 dans le but d'assurer la continuité d'exploitation.

Note 20. Passifs éventuels

Dans le cadre du renouvellement d'un des baux de la société Barbara Bui, un désaccord persiste sur le montant du loyer de renouvellement bien que la société soit en accord avec le principe de renouvellement.

Note 21. Entreprises liées

A notre connaissance, le groupe Barbara Bui n'a pas conclu de nouvelles transactions significatives avec des entreprises liées au cours du 1^{er} semestre 2026. La nature des transactions sur le 1^{er} semestre 2026 correspond aux conventions décrites dans les états financiers au 31 décembre 2025.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BARBARA BUI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en

cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 du rapport financier « Faits caractéristiques », qui expose que le Tribunal de commerce de Paris a arrêté un plan de continuation par jugement du 9 janvier 2026 et les modalités du passif retenues.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Paris, le 30 septembre 2026

Les Commissaires aux comptes

SEREC AUDIT
Clément NOYAU

ACA NEXIA
Charlotte JANSEN

5. DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants

survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 30 septembre 2026
William Halimi
Président Directeur Général